

40 millions de dollars sont débloqués. John Kerry déclare : « Les Etats-Unis ne voient aucune preuve que le gouvernement de transition de la République centrafricaine a la capacité ni même la volonté politique de mettre fin aux violences »

La France prête à intervenir en Centrafrique



Le pays s'enfonce dans le chaos et la violence. Selon Laurent Fabius, «l'ONU va donner une permission d'intervenir aux forces africaines, à l'Union africaine et également à la France».

Après le Mali, la Centrafrique? La France se prépare à intervenir militairement dans ce pays d'environ 4 millions d'habitants en proie au chaos. A l'instar des États-Unis, Laurent Fabius a estimé mercredi matin que la République centrafricaine était «au bord du génocide». L'ONU, a ajouté le chef de la diplomatie française, «va donner une permission d'intervenir aux forces africaines (des pays alentour), à l'Union africaine et également à la France». Mais, a précisé le ministre sur RTL, «ce ne sera pas du tout le même genre d'intervention qu'au Mali, ce ne sera pas aussi massif et aussi durable». Une discussion doit s'engager lundi prochain au Conseil de sécurité de l'ONU sur la base du rapport présenté par Ban Ki-moon qui présente «plusieurs options pour renforcer le soutien à la force africaine», dont l'envoi de 6000 Casques bleus. Une résolution devrait être adoptée début décembre. Selon un responsable français cité par le Nouvel Observateur, la France pourrait toutefois intervenir avant le feu vert de l'ONU, si nécessaire.

Mercredi déjà, François Hollande avait pressé la communauté internationale d'«agir» au plus vite pour mettre fin aux «exactions» commises contre la population. La France dispose d'un contingent de 400 soldats dans son ancienne colonie et s'est dit prête à plusieurs reprises à augmenter son engagement dans le cadre d'un mandat de l'ONU pour épauler la force africaine (Misca) en cours de déploiement. 400.000 personnes déplacées

Depuis l'arrivée au pouvoir, en mars dernier, de la coalition rebelle Séléka dirigée par Michel Djotodia et malgré l'annonce par ce dernier de «mesures exceptionnelles» pour neutraliser «les criminels et les pillards», la République centrafricaine s'enfonce dans l'anarchie. Après une relative accalmie, les violences ont repris début novembre à Bangui avec des attaques à main armée et des meurtres. Elles ont culminé avec l'assassinat d'un haut magistrat abattu par d'anciens rebelles. De nombreux villages ont été désertés par leurs habitants partis se cacher en brousse dans des conditions sanitaires

déplorables. Selon le secrétaire d'Etat américain John Kerry, le pays s'achemine vers une guerre civile: «des milices s'organisent de plus en plus en suivant des lignes communautaires et s'engagent dans des représailles visant les civils» a-t-il indiqué. La crise a provoqué le déplacement de plus de 400.000 personnes et, selon le Programme alimentaire mondial, plus d'un million de Centrafricains sont menacés de disette. Des affrontements opposent également, dans certaines régions, chrétiens et musulmans, laissant craindre au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, «un conflit religieux et ethnique à l'échelle du pays». L'économie est aujourd'hui exsangue et l'administration quasiment inexistante.

Avec 2500 hommes et peu de moyens, la Misca s'est révélée jusqu'ici impuissante à rétablir l'ordre. Les États-Unis, qui ont annoncé une aide de 40 millions de dollars à cette force de l'Union africaine, disent ne voir aucun indice laissant penser que le gouvernement de Michel Djotodia a la capacité ou la volonté politique de mettre un terme à la violence. Compte tenu du vide sécuritaire, «il y a un risque que le pays devienne un sanctuaire terroriste» a ajouté Laurent Fabius. Il l'est d'ores et déjà pour l'Ougandais Joseph Kony, chef de l'Armée de résistance du Seigneur, recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre. Selon l'ONU, cette guérilla est responsable de la mort de plus de 100.000 personnes en Afrique centrale et du rapt de milliers d'enfants. Washington a offert 5 millions de dollars pour la capture de Kony.

<http://www.lefigaro.fr/international/2013/11/21/01003-20131121ARTFIG00586-la-france-prete-a-intervenir-en-centrafrique.php>

Washington débloque 40 millions de dollars pour la Centrafrique

Reuters, 21 novembre 2013

WASHINGTON (Reuters) - Les Etats-Unis, préoccupés par la spirale de violences en Centrafrique, ont annoncé mercredi le déblocage de 40 millions de dollars (30 millions d'euros environ) pour la future force de maintien de la paix de l'Union africaine.

"Les Etats-Unis ne voient aucune preuve que le gouvernement de transition de la République centrafricaine a la capacité ni même la volonté politique de mettre fin aux violences", a déclaré dans un communiqué le secrétaire d'Etat John Kerry, qui a mis nommément en cause l'alliance rebelle de la Séléka affiliée au gouvernement.

Il appelle la communauté internationale à soutenir la force africaine de maintien de la paix "afin de rétablir la sécurité dans le pays".

Des milliers de personnes ont fui ces derniers jours des combats entre les anciens rebelles de la Séléka et des milices locales, laissant craindre de nouvelles violences entre les communautés chrétienne et musulmane du pays.

L'Union africaine doit prendre en décembre le relais de la Fomac, une force régionale de maintien de la paix qui compte 2.500 soldats. Les effectifs de la future force Misca seraient portés à 3.600 soldats environ.

La Centrafrique a de nouveau sombré dans le chaos depuis que les rebelles nordistes de la Séléka ont renversé en mars dernier le gouvernement de François Bozizé. Leur chef, Michel Djotodia, s'est fait investir président par un Conseil national de transition.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a annoncé lundi que l'Onu se préparait à un éventuel déploiement de casques bleus.

Lesley Wroughton, Henri-Pierre André pour le service français